



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent de l'environnement et du développement durable

ENVI • NUMÉRO 051 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 5 novembre 2012

Président

M. Mark Warawa

Comité permanent de l'environnement et du développement durable

Le lundi 5 novembre 2012

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Mark Warawa (Langley, PCC)): La séance est ouverte. Il s'agit de la 51^e séance du Comité permanent de l'environnement et du développement durable.

Je souhaite la bienvenue à Mme Dodds et M. Lin pour notre étude de la surveillance de l'ozone.

Vous avez jusqu'à 10 minutes et ensuite nous passerons aux questions. Cette partie de la séance se déroulera jusqu'à 16 h 30.

Merci.

Mme Karen Dodds (sous-ministre adjointe, Direction générale des sciences et de la technologie, ministère de l'Environnement): Merci beaucoup.

J'aimerais commencer en remerciant le comité de m'avoir donné l'occasion de faire le point sur le programme sur l'ozone d'Environnement Canada. Comme je l'ai mentionné lorsque je suis venue ici en décembre, Environnement Canada demeure fortement attaché à la surveillance de l'ozone. Je ferai cette fois une déclaration préliminaire, mais vous devriez également avoir reçu des diapositives. Elles contiennent certaines images, des cartes de l'ozone que vous trouverez peut-être intéressantes d'avoir avec vous pour vous rappeler ce dont nous allons parler aujourd'hui.

L'ozone qui se trouve dans la haute atmosphère, ou l'ozone stratosphérique, joue un rôle important dans la protection de la surface de la Terre et des humains contre les rayons ultraviolets nocifs du soleil, ou rayons UV.

[Français]

Comme vous le savez peut-être, le programme sur l'ozone d'Environnement Canada remonte à il y a plus de 50 ans et joue un rôle central pour nous aider à comprendre l'ozone et les risques que représente l'amincissement de la couche d'ozone. Les activités actuelles du Canada liées à l'ozone sont le produit direct des importantes contributions d'Environnement Canada au fil des années au chapitre de la science de l'ozone.

Dans mon exposé, je vous ferai part d'exemples de ces contributions et vous expliquerai où nous en sommes dans notre programme sur l'ozone.

[Traduction]

En 1982, les scientifiques d'Environnement Canada ont apporté une contribution majeure à la surveillance de l'ozone en concevant le spectrophotomètre Brewer de mesure de l'ozone, un instrument de mesure de l'épaisseur de la couche d'ozone. Cet appareil a été mis au point à une époque où l'on commençait tout juste à se préoccuper de l'appauvrissement de l'ozone et où l'on avait un besoin criant de meilleures données sur la couche d'ozone. Le spectrophotomètre Brewer de mesure de l'ozone est capable de prendre des mesures automatisées de l'ozone et des rayons UV, ce qui est très utile. Il

s'agit d'une importante percée technologique en comparaison des instruments existants.

Le spectrophotomètre Brewer de mesure de l'ozone est encore reconnu aujourd'hui comme étant le plus précis instrument au sol de mesure de l'ozone se trouvant dans la haute atmosphère et il est utilisé à travers le monde pour la surveillance de l'ozone.

[Français]

En 1992, Environnement Canada a amélioré les services qu'il offre aux Canadiens et aux Canadiennes en élaborant l'indice UV, un outil utilisé pour exprimer le potentiel de coups de soleil présentés par les rayons UV sur la surface de la Terre.

En raison des travaux d'Environnement Canada, le Canada fut le premier pays au monde à fournir des prévisions sur les niveaux UV quotidiens. L'indice UV est maintenant utilisé à l'échelle mondiale et a joué un rôle extrêmement important dans la sensibilisation aux risques potentiels de l'exposition aux rayons UV.

[Traduction]

Depuis la création du programme sur l'ozone d'Environnement Canada il y a plus de 50 ans, la compréhension scientifique de l'ozone stratosphérique a considérablement progressé. Les données scientifiques sur l'ozone ont été indispensables à l'élaboration du Protocole de Montréal en 1987 et à la capacité du protocole de réduire les substances appauvrissant la couche d'ozone.

Environnement Canada et l'Organisation météorologique mondiale ont tous deux répertorié des tendances favorables dans le rétablissement de la couche d'ozone. Toutefois, il convient de noter que le processus de rétablissement est toujours marqué de variabilités et d'incertitudes.

Par exemple, comme vous le savez, un article corédigé en 2011 par des scientifiques d'Environnement Canada et publié dans la prestigieuse revue *Nature* signalait une perte record d'ozone dans l'Arctique enregistrée au printemps 2011. La surveillance d'Environnement Canada contribue à cerner des pertes d'ozone comme celles dont rend compte cet article, et nos dossiers de surveillance à long terme nous aident à comprendre ces observations dans le contexte des tendances globales entourant la couche d'ozone dans l'Arctique.

Les données d'observation d'Environnement Canada les plus récentes révèlent que cette année, en 2012, les niveaux d'ozone enregistrés dans l'Arctique étaient plus près des niveaux normaux précédant l'appauvrissement, les niveaux enregistrés avant 1980, qu'au printemps 2011, mais qu'un appauvrissement d'environ 5 à 10 p. 100 sous la normale pour la période de l'année a néanmoins été observé. Ce type de variabilité souligne l'importance de la surveillance continue de l'ozone.

Dans le même ordre d'idées, le National Oceanic and Atmospheric Administration ou NOAA, des États-Unis, a récemment émis ses propres constats sur la couche d'ozone en Antarctique, et a relevé que le trou d'ozone saisonnier observé cette année en Antarctique, qui se produit en septembre et en octobre, est le deuxième plus faible en importance jamais observé en 20 ans. Le plus petit trou d'ozone remonte à il y a 10 ans, en 2002.

• (1535)

[Français]

Dans mon exposé précédent devant ce comité, j'ai traité de la voie de l'avenir pour le programme sur l'ozone d'Environnement Canada. Nos efforts incessants pour faire un usage optimal des fonds publics qui nous sont affectés nous ont permis de déterminer qu'il est possible de réaliser des économies de fonctionnement dans notre programme sur l'ozone, sans que cela restreigne notre capacité de respecter nos obligations continues liées à l'ozone.

[Traduction]

Pour augmenter son efficacité opérationnelle, Environnement Canada compte intégrer la gestion de ses deux méthodes principales de surveillance de l'ozone, soit la méthode Brewer et la méthode de l'ozone, pour en faire un réseau de surveillance plus étendu, intégré et plus durable.

Dans le passé, le programme sur l'ozone d'Environnement Canada gravitait principalement autour de l'élaboration de nouvelles technologies de surveillance afin de répondre aux besoins d'outils plus perfectionnés pour comprendre la couche d'ozone. Les efforts de surveillance d'Environnement Canada au moyen de la méthode Brewer et de celle des ozonosondes ont donc pris un tournant différent pour chaque méthode, et ont abouti à des activités et systèmes d'entretien distincts qui nécessitaient du personnel éminemment qualifié. Cette séparation a rendu notre surveillance vulnérable aux fluctuations dans la disponibilité de personnel ayant la capacité nécessaire d'assurer le bon déroulement des activités liées à chaque méthode.

Aujourd'hui, Environnement Canada se concentre sur des moyens de mieux intégrer et utiliser ces technologies pour surveiller l'ozone. Notre décision d'intégrer la surveillance au moyen des appareils Brewer et des ozonosondes en un réseau intégré permettra de réduire les vulnérabilités opérationnelles et fera en sorte que le réseau sera plus solide et durable à long terme. Il s'agit d'une décision naturelle pour Environnement Canada à la lumière de l'âge de nos technologies et de l'importance d'assurer une surveillance continue de l'ozone.

Lors de ma dernière comparution devant le comité, je signalais qu'Environnement Canada mettait en branle un examen de notre surveillance de l'ozone pour appuyer l'intégration des activités de surveillance en un réseau élargi. Nos chercheurs scientifiques principaux sont en train d'évaluer tous les sites de surveillance de l'ozone et élaborent des options et un calendrier d'intégration des activités, tout en assurant la prestation continue des services aux Canadiens. On estime que cet examen, la conception du nouveau cadre intégré et sa mise en oeuvre, ainsi que l'obtention d'un cadre entièrement fonctionnel sont réalisables en trois ans.

Tout au long du processus, Environnement Canada continue de surveiller l'ozone stratosphérique à partir de 10 sites de Brewer et de huit sites d'ozonosondes situés partout au Canada. Cela comprend trois sites à long terme dans le Grand Nord canadien, à Alert, Eureka et Resolute qui sont bien sûr importants pour la comparaison des données de base.

J'ai également mentionné lors de ma dernière comparution, qu'Environnement Canada s'engageait à continuer de gérer le Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement UV de l'Organisation météorologique mondiale. Le centre consiste en des archives et une base de données scientifiques internationales visant à fournir différents ensembles de données sur l'ozone et le rayonnement UV à la communauté scientifique mondiale.

En vue de respecter cet engagement, les fonctions d'exécution du centre de données ont été transférées à une autre direction générale d'Environnement Canada, le Service météorologique du Canada, sous la direction de mon collègue, David Grimes.

J'annonce avec plaisir que le transfert des activités du centre de données est maintenant presque terminé. Le centre continue d'offrir ses services aux scientifiques du monde qui s'intéressent à l'ozone. Mon organisation continue de travailler de manière rapprochée avec mon collègue en offrant une surveillance scientifique. La migration des activités au service météorologique permettra une gestion des données mondiales sur l'ozone dans un système de traitement des données plus moderne.

Environnement Canada a fait le point sur le centre de données à l'occasion de la réunion récente du groupe consultatif scientifique pour l'ozone de l'Organisation météorologique mondiale. Nous avons confirmé de nouveau l'engagement du Canada à accueillir le centre, comme il le fait depuis 1962.

• (1540)

[Français]

Environnement Canada continue également de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de l'Organisation météorologique mondiale et de la communauté scientifique mondiale relativement à l'entretien de la triade de Brewer.

La triade de Brewer est un ensemble de trois spectrophotomètres Brewer de mesure de l'ozone qui servent de référence pour le calibrage des autres spectrophotomètres du monde. Environnement Canada est responsable de surveiller les données requises par la triade afin de vérifier si les instruments fonctionnent correctement et de calibrer régulièrement la triade au moyen des deux spectrophotomètres d'Environnement Canada situés à l'installation de la NOAA américaine à Mauna Loa, à Hawaï.

Environnement Canada possède également un quatrième spectrophotomètre Brewer, désigné en tant que « mesure portative », et l'utilise pour calibrer d'autres appareils Brewer partout dans le monde.

[Traduction]

Avant de terminer, j'aimerais donner un peu plus de renseignements sur la gamme complète de mesures de surveillance de la qualité de l'air qu'Environnement Canada met en oeuvre. En plus de surveiller l'ozone stratosphérique, nous surveillons de près une vaste gamme de polluants atmosphériques qui ont une incidence sur la qualité de l'air ainsi que sur la santé humaine et des écosystèmes, tels que les niveaux d'ozone près de la surface, l'ozone troposphérique; les oxydes d'azote; le dioxyde de soufre; le monoxyde de carbone; les polluants organiques persistants, les matières particulaires; les métaux et le mercure, entre autres.

Environnement Canada dirige des efforts de surveillance de la qualité de l'air nationaux et intégrés qui englobent le Réseau national de surveillance de la pollution atmosphérique, en partenariat avec toutes les provinces. Ce réseau a été créé en 1969 en tant qu'initiative de collaboration avec les provinces et territoires pour surveiller la qualité de l'air ambiant. Ce réseau de surveillance comporte 186 sites urbains et ruraux répartis partout au Canada. Les grands polluants atmosphériques ambiants font l'objet d'une surveillance continue dans ces sites, et plus de 300 substances chimiques sont analysées à partir d'échantillons recueillis de ces sites.

Grâce à ces travaux, nous savons que des améliorations importantes ont été apportées à la qualité de l'air du Canada au cours des 30 à 40 dernières années. Par exemple, les émissions de dioxyde de soufre et d'oxyde d'azote ont diminué respectivement de 63 et 17 p. 100 entre 1985 et 2010. Des concentrations de matières particulaires atmosphériques relevées à des sites urbains répartis au Canada ont diminué d'environ 35 p. 100 entre 1984 et 2009.

Notre surveillance à la qualité de l'air a également joué un rôle important dans la mise sur pied d'un système national de gestion de la qualité de l'air, un effort qu'ont récemment convenu les ministres fédéral et provinciaux.

Je suis extrêmement fier du calibre de la surveillance de la qualité de l'air que nous assurons et du dévouement de nos scientifiques et de notre personnel pour produire les données et les connaissances nécessaires à la prestation de services environnementaux et à la prise de décisions stratégiques et réglementaires nous permettant de protéger l'environnement du Canada.

[Français]

Je vous remercie encore une fois de m'avoir donné l'occasion de vous renseigner davantage sur le programme sur l'ozone d'Environnement Canada.

Merci.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons commencer par M. Kenney, je suis désolé, par M. Lunney, la série de questions de sept minutes.

M. James Lunney (Nanaimo—Alberni, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Eh bien, on a rendu hommage hier à M. Kenney à Toronto lors d'un événement. On aurait aimé qu'il soit avec nous ici aujourd'hui, mais... Ce sont deux beaux noms irlandais.

Merci beaucoup à nos témoins, à Mme Dodds, d'être ici avec nous aujourd'hui. La qualité de l'air est importante pour le Canada. La surveillance de l'ozone est quelque chose dont les Canadiens peuvent et devraient être fiers depuis 50 ans. Je repense à ce que vous venez de nous dire. Dans les 50 dernières années, le Canada a fait des percées importantes: l'élaboration des normes de surveillance, le spectrophotomètre Brewer de mesure de l'ozone, et puis, bien sûr, 10 ans plus tard, en 1992, l'indice UV. Il s'agit d'outils utiles qui sont maintenant utilisés partout dans le monde.

Je vous remercie pour la mise à jour que vous nous avez présentée aujourd'hui. C'était un exposé un peu technique, et j'aimerais vous demander si vous pouvez nous expliquer ce que les nouvelles données scientifiques nous indiquent à propos de l'appauvrissement de l'ozone, quels seront les prochains enjeux et comment le Canada utilise les nouvelles technologies pour surveiller et protéger l'ozone dans cette période de transition.

• (1545)

Mme Karen Dodds: Merci. Je vais débiter, puis mon collègue, M. Charles Lin, ajoutera peut-être quelque chose, puisqu'il travaille de plus près avec les données scientifiques que moi.

Si l'on pense au problème des substances qui appauvrissent l'ozone, lorsqu'on a commencé à agir suite au Protocole de Montréal, on avait prédit qu'il faudrait attendre longtemps avant que la couche d'ozone se rétablisse et commence à se stabiliser. Je dirais que c'est ce que notre surveillance commence à indiquer. Il n'y a pas plus de 10 ans, les scientifiques prévoient que ça ne serait qu'au milieu du siècle, en 2050, qu'on commencerait à voir ce genre d'améliorations.

Nous continuons à nous intéresser au rôle que l'ozone joue dans la santé générale de l'atmosphère, et nos scientifiques continuent d'observer ce phénomène, parce qu'il est important et lié à d'autres enjeux, comme les changements climatiques. Les interactions et les conséquences de l'ozone, et le niveau d'ozone dans l'atmosphère en général, sont importants pour nous.

Charles, voudriez-vous ajouter quelque chose?

M. Charles Lin (directeur général, Sciences et technologie atmosphériques, ministère de l'Environnement): Oui, je peux ajouter quelque chose.

Les liens entre les changements climatiques et l'ozone sont complexes. Les gaz à effet de serre eux-mêmes, en plus de réagir chimiquement avec l'ozone, ont aussi un rôle à jouer. Il y a deux situations parallèles. Un secteur actif de recherche consiste justement à définir le rôle de l'ozone dans les changements climatiques et les conséquences du changement climatique pour l'ozone stratosphérique. Cela sous-entend des observations, des modèles et des études de processus qui isolent un processus en particulier. Voilà un des grands défis qui se dessinent pour comprendre les liens entre l'ozone et les changements climatiques.

Une autre percée scientifique concerne l'utilisation des satellites. Les satellites peuvent nous donner une bonne couverture de l'espace. Il y a généralement un compromis entre la couverture spatiale et la période couverte lorsqu'il s'agit de satellites. De plus, les satellites ont besoin d'être calibrés afin que nous soyons certains qu'ils mesurent vraiment la réalité du terrain. Voilà où les spectrophotomètres de Brewer et les ozonosondes sont également utiles. La couverture supplémentaire offerte par les satellites présente de nouvelles possibilités intéressantes pour la surveillance de l'ozone.

Le troisième et dernier aspect que je mentionnerai est l'incorporation des données de l'ozone dans nos modèles de prévisions météorologiques et de la qualité de l'air. En termes techniques, on parle « d'assimilation des données ». Ces observations doivent être intégrées, ou assimilées, aux modèles pour faire en sorte que les modèles ne s'emballent pas, qu'ils se comportent bien et qu'ils soient correctement limités. Voilà tout un domaine de recherche. Présentement, les modèles canadiens de la météo de la qualité de l'air n'assimilent pas directement les données sur l'ozone. L'un des grands changements que nous planifions d'apporter, l'une des percées scientifiques importantes, est d'assimiler ou d'incorporer les données de l'ozone au modèle pour qu'ils forment un couple heureux.

M. James Lunney: Excellent.

Les médias ont beaucoup parlé de notre utilisation des systèmes LiDAR. Pourriez-vous nous expliquer comment ils fonctionnent et s'ils représentent ou pas la meilleure option pour la mesure de l'ozone?

Mme Karen Dodds: Le LiDAR est une technologie, ce n'est pas l'objet de l'étude avec la technologie. Environnement Canada possède un certain nombre de LiDAR. Nous maintenons ce genre de capacité.

Sans trop rentrer dans les détails techniques, le LiDAR peut détecter différentes sortes de particules et de substances chimiques dans l'atmosphère. On peut les utiliser de différentes façons. Présentement, nous nous intéressons surtout à deux utilisations des LiDAR. L'une consiste à examiner les déplacements sur de longues distances des polluants atmosphériques. Nous en avons un à Whistler qui cherche à voir si nous recevons des polluants atmosphériques d'ailleurs dans le monde. Nous songeons à en déployer un ou deux autres, je ne sais pas s'ils le sont déjà, dans les sables bitumineux afin d'appuyer nos travaux de surveillance des différents contaminants atmosphériques qui nous intéressent et qui proviennent de l'exploitation des sables bitumineux.

• (1550)

M. James Lunney: Merci pour cette réponse.

Avec le développement du spectrophotomètre de Brewer et de l'indice UV ainsi que notre exploitation continue du centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement UV de l'OMM, j'imagine que le Canada a une réputation de chef de file dans le domaine de la surveillance de l'ozone.

Pourriez-vous nous dire quelle est la position internationale du Canada dans ces domaines? Dans quelle position croyez-vous que nous sommes situés par rapport aux autres pays de taille et de capacité semblables?

Mme Karen Dodds: L'utilisation du spectrophotomètre de Brewer ne fait que se propager dans les autres pays du monde, puisqu'ils reconnaissent les avantages que cet instrument offre. Je pense que nous avons toujours une excellente réputation dans ce domaine. Notre rôle dans l'utilisation de la triade Brewer, pour calibrer les instruments Brewer des autres, est essentiel.

Nous continuons à nous intéresser aux aspects scientifiques et au développement d'autres technologies, mais nous préférons nous concentrer sur l'enjeu lui-même, l'ozone, plutôt que seulement sur les technologies.

Charles, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Charles Lin: Oui.

L'un des observatoires les plus célèbres en environnement est situé à Mauna Loa à Hawaï. Il y a deux spectrophotomètres de Brewer à Mauna Loa qui appartiennent vraiment à Environnement Canada. Il y a dessus un autocollant avec le nom de la NOAA, mais ils appartiennent vraiment à Environnement Canada.

Leur rôle, en plus de recueillir des données et d'examiner l'ozone dans cette partie du monde, est d'aider à la calibration. Pour bien calibrer, il faut des valeurs stables, et Mauna Loa est un endroit qui fournit des valeurs assez stables, puisque c'est assez élevé et c'est loin des couches les plus basses de l'atmosphère. C'est aussi loin des latitudes polaires, où il y a beaucoup d'interaction qui crée de l'ozone.

Le président: Merci beaucoup.

M. James Lunney: Me reste-t-il du temps, monsieur le président?

Le président: Non. Votre temps est écoulé.

Madame Leslie, vous avez sept minutes.

Mme Megan Leslie (Halifax, NPD): Le temps file lorsque l'on s'amuse.

Merci beaucoup d'être ici. Je suis ravie de vous revoir tous deux.

Vraiment, on vous a demandé de revenir, enfin, je crois que la raison pour laquelle on vous l'a demandé, c'est pour examiner votre témoignage de décembre dernier et pour se pencher sur les changements qui ont eu lieu depuis. Je suis heureuse d'avoir cette occasion de discuter avec vous.

L'an dernier, lorsque vous êtes venus ici tous les deux, madame Dodds, vous avez dit dans votre déclaration préliminaire que la surveillance du Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet continuerait. En réponse à une question d'un de mes collègues, M. Sopuck je pense, vous avez dit:

Dans le cadre de discussions internes à Environnement Canada, mes collègues du service météorologique — qui se servent beaucoup des technologies de gestion des données et de gestion de l'information dans le cadre de la surveillance météorologique — ont convenu de s'occuper de cette partie des activités du Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet. Nous continuerons à nous occuper de l'apport scientifique et de la surveillance de l'intégrité des données.

Monsieur Lin, à une réponse de Laurin Lui, ma collègue, vous avez dit:

Nous avons décidé de placer le Centre mondial des données sur l'ozone sous la direction du Service météorologique du Canada. En même temps, la Direction générale des sciences et de la technologie, qui relève de Karen, assurera une surveillance scientifique. Nous prenons ainsi le meilleur des deux mondes, ayant d'un côté les connaissances scientifiques et, de l'autre, l'expérience de l'exploitation des réseaux opérationnels.

Je crois que vous conviendrez... Évidemment, ces déclarations se trouvent dans le compte rendu. Mais il semble que vous essayez de dire que la Direction générale des sciences et de la technologie possède l'expertise nécessaire que les services météorologiques n'ont pas, et qu'ils sont donc bien placés pour collaborer.

Est-ce une description exacte?

• (1555)

Mme Karen Dodds: Oui.

Mme Megan Leslie: Bien. Merci.

J'aimerais vous poser des questions sur les développements récents. Malgré les affirmations voulant que la surveillance scientifique se poursuivrait, en septembre, nous avons appris qu'Environnement Canada a dissous le programme responsable de la surveillance scientifique et qu'un gestionnaire des données serait maintenant responsable du fonctionnement du Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet. Nous avons aussi appris que les spectrophotomètres de Brewer, qui constituent une pièce essentielle de cette recherche et utilisés par les scientifiques partout dans le monde, seraient entretenus par des gens qui n'ont pas les connaissances scientifiques pour s'acquitter de cette tâche.

Je constate que les scientifiques sont très mécontents de cette situation. Ils disent, et je pense qu'ils ont les renseignements et l'expérience sur le terrain pour faire de telles déclarations, que cela met en péril les données sur l'appauvrissement de la couche d'ozone. Ils disent que les gestionnaires des données ne seront pas en mesure de remarquer les erreurs parce qu'ils n'ont pas les connaissances scientifiques nécessaires.

L'affirmation par la Direction générale des sciences et de la technologie voulant que les services ne seront pas mis en péril est contestée par ces scientifiques sur le terrain.

J'aimerais savoir comment vous répondez à ces critiques qui proviennent des utilisateurs mêmes de ces données.

Mme Karen Dodds: Merci. Je serais ravie de le faire.

La surveillance scientifique de la Direction générale des sciences et de la technologie se poursuit et nous avons des chercheurs scientifiques qui sont des experts en ozone et dans les données liées à l'ozone de l'atmosphère.

Un volume immense de données est recueilli par nos différents programmes de surveillance, et le Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet est exactement cela, c'est un centre de données. Alors nos scientifiques y travaillent avec d'autres.

Lorsque je parle de « scientifiques », le SMC a des scientifiques; des scientifiques dans le domaine des statistiques et du traitement des données, et nous avons des scientifiques en science atmosphérique, en science météorologique. Alors on peut utiliser l'expression « surveillance scientifique ». Mais nous offrons une surveillance scientifique dans le sens de... quelle est la meilleure méthode de surveillance, la meilleure façon de normaliser la méthode? Si l'on fait de la surveillance de l'ozone partout dans le monde, on ne veut pas seulement calibrer les spectrophotomètres. On veut normaliser la méthode, la calibrer.

Voilà le genre de choses qui demandent essentiellement une participation scientifique pour fournir au centre de données les normes à respecter.

La dernière fois que je me suis informée, je pense qu'il y avait 400 sites dans le monde qui fournissaient des données spectrophotométriques au Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet. C'est un volume énorme de données. Le Service météorologique, avec son expérience dans les données météo, est passé maître dans la gestion des données. Nous croyons certainement qu'il était tout à fait approprié de transférer la gestion des données aux gens qui ont une expertise dans ce domaine et de conserver la recherche scientifique sur l'ozone et sur la santé de la couche d'ozone à la Direction générale des sciences et de la technologie.

Mme Megan Leslie: Merci pour cette réponse.

Je crois que lorsque je pense aux critiques émises à l'égard de ce plan, avec l'exemple que j'ai donné concernant les gestionnaires de données qui ne peuvent pas remarquer les erreurs de données à cause de leur manque de connaissances scientifiques, je comprends, ou je crois comprendre, la façon dont vous expliquez la surveillance scientifique lorsque vous dites qu'ils doivent respecter des normes. Mais j'entends toujours des critiques provenant de la communauté scientifique qui dit que ce plan est inadéquat et que les normes de surveillance acceptables ne sont pas respectées, peut-être à cause d'un manque d'intégration. Il y a des gestionnaires de données qui gèrent ces renseignements mais qui n'ont pas le point de vue scientifique nécessaire pour juger ce qu'ils gèrent.

Mme Karen Dodds: Les scientifiques qui vous ont contactée ne sont peut-être pas représentatifs de la communauté scientifique en général.

Des membres de mon personnel ont rencontré le groupe scientifique consultatif à la fin de l'été. La semaine dernière, je suis allée à Genève et j'ai rencontré les gens de l'Organisation météorologique mondiale qui supervisent ce projet. Ils comprennent ce que nous faisons et ils l'appuient.

Mme Megan Leslie: En fait, j'aimerais vous poser des questions sur les commentaires que vous entendez à ce sujet. Car je ne suis pas dans votre ministère, n'est-ce pas? Je ne rencontre pas ces gens tous les jours.

Quels autres commentaires recevez-vous de la part des scientifiques?

Mme Karen Dodds: Autant que je sache, mises à part les discussions avec le groupe consultatif scientifique, nous n'avons pas reçu de critiques directes.

Charles, je ne sais pas si vous en avez reçues par lettres.

Le groupe consultatif scientifique et le regroupement mondial des experts sur l'ozone, ce qui est différent de... Nous sommes rendus à l'étape dans la surveillance de l'ozone à en faire une fonction régulière accompagnée de certains travaux de recherche. Il y a eu beaucoup de chercheurs, mais pour faire une surveillance régulière partout dans le monde et pour vraiment comprendre la situation, il faut des normes claires et être très cohérents dans les méthodes et l'analyse des données. Voilà vers quoi nous nous dirigeons.

● (1600)

Le président: Il ne reste plus de temps, mais monsieur Lin, vous pouvez y aller.

M. Charles Lin: Si vous permettez d'intervenir, le groupe consultatif scientifique que Mme Dodds a mentionné s'est réuni la dernière fois à la fin du Symposium quadriennal sur l'ozone, un symposium international qui a lieu tous les quatre ans et qui rassemble tous les experts en matière d'ozone de partout dans le monde. On a fait l'annonce de ce changement, soit que le centre de données demeurerait au sein d'Environnement Canada mais qu'il serait chapeauté par le service météorologique pour les raisons que Mme Dodds a déjà expliquées. Cette annonce a été faite devant un auditoire de scientifiques internationaux.

Le deuxième point que j'aimerais soulever est qu'Environnement Canada dispose toujours d'éminents scientifiques en matière de science de l'ozone. Dans sa déclaration, Mme Dodds a mentionné l'article publié en 2011 dans la revue *Nature* et dont, si je me souviens bien, deux scientifiques d'Environnement Canada sont les co-auteurs.

Nous avons donc la capacité scientifique de superviser ces données. Nous n'allons pas le faire seuls. Il va falloir compter sur des experts scientifiques d'autres pays. Mais cela est tout à fait normal. La question de l'ozone est une question internationale et la répartition de l'ozone varie d'un endroit à l'autre, ce qui en fait véritablement un effort international sous les auspices de l'OMM.

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

Madame Leslie, vous avez sept minutes.

Mme Megan Leslie: Oh. Sept autres minutes?

Mme Michelle Rempel (Calgary-Centre-Nord, PCC): C'est Rempel.

Le président: Oui.

Que m'arrive-t-il?

Des voix: Oh, oh!

Le président: Allez-y, madame Rempel.

Mme Michelle Rempel: Merci, monsieur le président.

Madame Dodds et monsieur Lin, merci d'être venus encore une fois aujourd'hui.

Dans votre discours, madame Dodds, vous avez mentionné divers éléments dont nous faisons la surveillance par l'intermédiaire d'Environnement Canada et que votre ministère examine. J'ai remarqué que vous avez fait mention précisément de l'ozone de surface. À des fins d'éclaircissement, c'est quelque chose que nous surveillons chez Environnement Canada, c'est exact?

Mme Karen Dodds: Oui.

Mme Michelle Rempel: Excellent.

Un autre élément dont j'aimerais vous parler, pour faire suite aux questions posées par ma collègue Mme Leslie, concerne la capacité scientifique dont dispose Environnement Canada pour recueillir les données, puis les utiliser dans le cadre d'un forum international.

Afin d'éclaircir vos observations précédentes, en consultation avec d'autres organisations mondiales comme l'OMM qui participe à cette initiative, on nous a répondu que nous avons la capacité scientifique de nous acquitter adéquatement de nos obligations.

Mme Karen Dodds: Oui.

Mme Michelle Rempel: Parfait.

Monsieur Lin?

M. Charles Lin: Oui.

Mme Michelle Rempel: Excellent.

Un autre élément que j'aimerais aborder a trait à quelque chose dont vous avez commencé à parler, monsieur Lin. En tant que pays, nous disposons, à l'échelon du pays, de la capacité d'effectuer de la recherche sur l'ozone qui va au-delà d'Environnement Canada. Il y a beaucoup de travaux en cours dans les établissements de recherche universitaires canadiens. Nous continuons à financer ces travaux.

Est-ce exact? Diriez-vous que c'est exact?

M. Charles Lin: Ce que j'ai dit était qu'Environnement Canada dispose toujours d'une capacité considérable en matière de science de l'ozone. Bien évidemment, nous collaborons avec un grand nombre de partenaires y compris les chercheurs universitaires. Cela est vrai pour la science de l'ozone ainsi que d'autres projets dans lesquels nous travaillons.

Mme Michelle Rempel: Excellent.

Un autre élément que vous avez mentionné était que le système LiDAR avait été utilisé dans le cadre du programme de surveillance des sables bitumineux. Prévoyez-vous que cela va aussi se poursuivre à l'avenir?

Mme Karen Dodds: Oui, en effet.

J'aimerais simplement expliquer davantage le rôle d'Environnement Canada et celui des chercheurs universitaires. La surveillance à long terme fait rarement l'objet de subventions de recherche de la part des grands conseils subventionnaires que ce soit à l'échelon fédéral ou provincial, car ce n'est pas la recherche qui suscite le plus grand intérêt. Donc lorsque vous exprimez votre souhait d'une surveillance permanente et du respect des normes nécessaires dans ce domaine, cela relève souvent de la compétence du gouvernement fédéral et d'Environnement Canada, et cette responsabilité incombe en grande partie à ma direction générale.

En recherche, les scientifiques ont des domaines d'intérêt particuliers, et ils s'adaptent en fonction des domaines qui sont financés et où se trouvent les innovations les plus récentes. Donc l'ozone ou une technologie comme le système LiDAR pourraient susciter de l'intérêt cette année et être délaissées d'ici trois ou quatre ans.

Les systèmes LiDAR sont intéressants, mais demeurent actuellement une technologie de recherche. Ils sont très coûteux. Ils n'ont pas été suffisamment développés pour permettre d'être utilisés à des fins de surveillance régulière, d'après ce que je comprends. La façon dont nous les utilisons et prévoyons les utiliser dans le cadre des sables bitumineux vise à s'en servir comme méthode supplémentaire pour étudier les contaminants atmosphériques qui nous préoccupent.

● (1605)

Mme Michelle Rempel: J'apprécie beaucoup que vous ayez fait cette distinction, car je pense que c'est un élément qui est au coeur du débat depuis les 12 derniers mois, pour ce qui est du rôle d'Environnement Canada.

À des fins d'éclaircissement, après avoir dit cela, vous pensez que nous avons la capacité actuellement de nous acquitter de nos obligations pour ce qui est de la mesure et de la gestion de données, n'est-ce pas?

Mme Karen Dodds: Oui.

Mme Michelle Rempel: J'aimerais passer maintenant à M. Lin. Vous avez mentionné l'article publié dans la revue *Nature*, qui est un excellent résultat des travaux scientifiques d'Environnement Canada. Il démontre qu'une fois encore, un grand trou s'est formé au-dessus de l'Arctique.

Pouvez-vous expliquer davantage au comité ce qu'Environnement Canada fait maintenant avec ces données ou ces conclusions. Quelle est la prochaine étape? Cela signifie-t-il que le trou dans la couche d'ozone...? A-t-il diminué?

Que pouvons-nous voir grâce à ces données, dans la foulée de la publication de cet article?

M. Charles Lin: Il y a une variabilité considérable. Il y a un grand nombre de facteurs qui déterminent la répartition de l'ozone au-dessus de l'Arctique: les réactions chimiques, l'exposition solaire, les nuages stratosphériques polaires ainsi que la répartition de la neige et de la glace. Ces paramètres changent d'une année à l'autre. C'est un défi que de tenter de comprendre l'ensemble de ces facteurs, et de déterminer des liens de cause à effet.

Les scientifiques d'Environnement Canada travaillent fort dans ce dossier. Ceci suppose non seulement de travailler sur les données, mais aussi avec les modèles numériques, les observations satellitaires, comme je l'ai mentionné plus tôt.

Il ne s'agit pas de recueillir les données, en se contentant de remarquer que la taille du trou change; nous voulons aller un peu plus loin et tenter de comprendre pourquoi cela se produit. Il s'agit du phénomène dans son ensemble, que j'ai déjà mentionné.

Mme Michelle Rempel: Parfait. Merci.

Je vais peut-être conclure, car je suis certaine que mon temps est presque écoulé. Je pense que vous avez mentionné que l'une des grandes histoires de réussite des quelques dernières années est l'amélioration de la qualité de l'air au pays. De toute évidence, des mesures dont vous avez parlé aujourd'hui jouent un rôle pour la surveillance dans ce domaine.

Je vais vous laisser le temps qui m'est imparti pour expliquer davantage cette tendance pour ce qui est de l'amélioration de la qualité de l'air au pays. Peut-être que vous pourriez nous parler d'un certain nombre de facteurs importants qui, selon vos conclusions, expliquent cette tendance.

Mme Karen Dodds: Le domaine des sciences et de la technologie a un rôle important à jouer dans ce dossier, mais nous ne sommes ni responsables de l'élaboration des politiques ni un organisme de réglementation. Mais lorsque nous surveillons quelque chose, nous faisons attention, et les gens doivent réagir aux résultats de cette surveillance.

Un bon exemple de ce contexte a eu lieu lorsqu'un certain nombre de scientifiques d'ici et de l'étranger ont démontré que la quantité d'ozone atmosphérique diminuait. Un autre excellent exemple est le travail auquel nos scientifiques ont participé et qui a permis de démontrer que les pluies acides étaient un problème considérable du milieu des années 1970 au début des années 1980. Lorsque l'on surveille constamment des contaminants ou des polluants d'intérêt, il incombe aux décideurs politiques et aux organismes de réglementation...

Il y a eu une entente entre le Canada et les États-Unis sur la qualité de l'air, et des mesures ont été prises pour s'attaquer aux émissions provenant des véhicules et d'autres sources, ce qui a véritablement entraîné une diminution considérable de la quantité de monoxyde d'azote et de dioxyde de soufre. On assiste donc à une diminution considérable de la concentration de ces contaminants et des pluies acides ainsi que des dommages à l'environnement causés par les pluies acides.

Il en va de même pour les matières particulaires. L'ozone au niveau du sol est une composante importante du smog, donc, à chaque fois qu'on prend des mesures pour s'y attaquer, on obtient des avantages en matière de santé humaine de même que pour l'environnement dans son ensemble.

• (1610)

Le président: Votre temps est écoulé.

Madame Duncan, vous avez sept minutes.

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à nos deux témoins de leur présence.

J'ai cru comprendre que l'année dernière en août, tous les membres de la Division des études expérimentales d'Environnement Canada — dont le nom de code est ARQX, et aussi connue sous le nom de groupe scientifique sur l'ozone — ont reçu des lettres les informant que leur poste serait supprimé.

Pouvez-vous confirmer si cela est le cas, oui ou non?

Mme Karen Dodds: Je ne connais pas vraiment le sigle que vous venez de mentionner.

Mme Kirsty Duncan: Le groupe scientifique sur l'ozone?

Mme Karen Dodds: Certaines personnes ont reçu des lettres qui ont été annulées, donc ce ne sont pas tous ceux qui ont reçu une lettre qui en ont vécu les répercussions. Le ministère s'était forcé d'informer très clairement les employés dès le départ que tous les gens qui recevraient une lettre ne seraient pas forcément touchés.

Mme Kirsty Duncan: Je comprends. Merci madame Dodds. Je vous pose une question très précise.

J'ai vraiment l'impression que surveiller la couche d'ozone est l'une des tâches les plus importantes qui incombent à Environnement Canada, et je m'attendrais à recevoir une réponse à cette question. Je vous demanderais de la déposer devant le comité.

Pour ce qui est de ma question suivante, pouvez-vous confirmer que l'ARQX a bel et bien été dissous ou non?

J'aimerais qu'une réponse à ces deux questions soit déposée devant le comité, s'il vous plaît.

Il est bien connu dans la communauté scientifique sur l'ozone que le directeur de longue date du Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet n'occupe plus ce poste, et pourtant, à une réunion — et ma collègue Mme Leslie en a parlé — le 13 décembre 2011, nous vous avons entendus le dire.

M. Lin a déclaré, et je cite, que « Le gestionnaire est en train d'être muté au Service météorologique du Canada... »

Pourquoi Environnement Canada n'a-t-il pas fait suite à son engagement pris devant le comité? Je peux vous citer ce rapport. Il est presque terminé maintenant.

Mme Karen Dodds: Je sais que cette personne qui était responsable des données avait le choix d'aller travailler au centre ou de rester au sein de la Direction générale des sciences et de la technologie. Il a choisi d'y rester et de ne pas aller au centre de données.

Je sais aussi que lorsque M. Lin a parlé de changer le gestionnaire de place, il faisait en fait référence au poste de gestionnaire, pas à la personne en tant que telle.

Mme Kirsty Duncan: Merci de votre éclaircissement.

À l'automne dernier, le ministre de l'Environnement a annoncé à maintes reprises que le Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet allait continuer à fournir des services de classe mondiale. Une composante importante de ces services est la surveillance scientifique du centre de données.

En décembre dernier, madame Dodds, vous avez dit à ce comité: « Nous continuerons à nous occuper de l'apport scientifique et de la surveillance de l'intégrité des données. »

Lors de la même réunion, M. Lin s'est dit d'accord, en déclarant: « La Direction générale des sciences et de la technologie, qui relève de Karen, assurera une surveillance scientifique. »

Ce que nous savons maintenant c'est que les scientifiques du groupe sur l'ozone ont tous été réaffectés à la Direction de la qualité de l'air, ce qui fait que la Direction générale des sciences et de la technologie n'assure plus la surveillance au centre de données.

Mme Karen Dodds: C'est inexact. Comme l'a dit M. Lin, nous continuons d'avoir des scientifiques dont l'ozone est le sujet d'étude prioritaire.

Je ne chercherais pas à savoir s'il y a une unité organisationnelle, car, une fois encore, notre priorité est d'intégrer et de rendre plus efficace la production de l'information par rapport à ce qui était fait auparavant.

Nous continuons à nous spécialiser dans l'ozone. Nous continuons à faire de la recherche scientifique dans ce domaine...

Mme Kirsty Duncan: Les...

Mme Karen Dodds: ... et nous avons un chercheur dont l'ozone est le seul sujet de recherche. Il est dans ma direction générale et dans le domaine de M. Lin.

Mme Kirsty Duncan: Les scientifiques du groupe sur l'ozone ont-ils été réaffectés à la Direction de la qualité de l'air, oui ou non?

M. Charles Lin: Peut-être que je pourrais intervenir.

Mme Kirsty Duncan: Non, puis-je avoir une réponse, s'il vous plaît, c'est oui ou c'est non?

Mme Karen Dodds: Mais il ne convient pas de répondre par oui ou non.

Là où ils sont affectés, l'ozone fait partie de la question de la qualité de l'air...

Mme Kirsty Duncan: J'ai enseigné dans le domaine de la qualité de l'air. Je comprends bien cela.

Mme Karen Dodds: D'accord.

Une fois encore, nous avons des scientifiques qui étudient l'ozone et qui demeurent au sein d'Environnement Canada.

Mme Kirsty Duncan: J'ai l'impression que vous faites extrêmement attention à ce que vous dites. Je vous pose une question très précise. Les scientifiques du groupe sur l'ozone ont-ils été réaffectés à la Direction de la qualité de l'air, s'il vous plaît, oui ou non?

• (1615)

M. Charles Lin: La réponse serait oui et non. Je m'explique. ARQX faisait partie de la qualité de l'air, cela ne revient donc pas à prendre un groupe qui se trouvait à l'extérieur de la qualité de l'air et de l'intégrer à cette direction.

Mme Kirsty Duncan: L'ARQX existe-t-il toujours?

M. Charles Lin: Les membres de ce groupe ont été transférés vers deux divisions, à savoir, modélisation et surveillance.

Mme Kirsty Duncan: L'ARQX existe-t-il toujours?

M. Charles Lin: La réponse est non.

Mme Kirsty Duncan: Merci. C'est ce que je pensais.

M. Charles Lin: C'est donc oui et non; oui et non.

Mme Kirsty Duncan: D'accord. Je vais passer à autre chose. Je n'ai jamais entendu quelqu'un répondre oui et non en même temps.

Les ozonosondes sont nécessaires pour déterminer la pollution à l'ozone dans les couches inférieures de l'atmosphère. Les lancements de sondes ont cessé à Egbert et Bratt's Lake, il ne reste que cinq stations opérationnelles dans le sud — Churchill, Edmonton, Goose Bay, Kelowna et Yarmouth. Actuellement, il n'y a aucun lancement d'ozonosondes dans les deux provinces les plus peuplées du Canada, à savoir l'Ontario et le Québec, et rien non plus à l'Île-du-Prince-Édouard ou au Nouveau-Brunswick, qui sont en aval des sources de pollution du Canada et des États-Unis.

Quels sont les projets d'Environnement Canada pour les cinq stations de lancement d'ozonosondes restantes, et prévoit-on en fermer certaines?

Mme Karen Dodds: Comme je l'ai dit, nos scientifiques tentent de déterminer la configuration future. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons pensé à inclure des graphiques: pour démontrer que le type d'ozonosonde dont nous parlons n'est pas une question locale, mais plutôt régionale et mondiale.

Mme Kirsty Duncan: Madame Dodds, je comprends cela.

Mme Karen Dodds: Ces types de cartes peuvent toujours être élaborés, et sont toujours élaborés — nous sommes en 2012 — selon nos activités de surveillance actuelles.

Mme Kirsty Duncan: S'il vous plaît, madame Dodds, je le sais. J'ai enseigné cela à l'université aussi.

Ce que je demande, c'est si on va fermer certaines de ces stations?

Mme Karen Dodds: Si on va fermer...?

Mme Kirsty Duncan: Les stations d'ozonosondes. Va-t-on en fermer? J'ai posé cette question plusieurs fois.

Mme Karen Dodds: Il est possible qu'on en ferme certaines. Nous en informerons tout le monde lorsque cette décision sera prise.

Nous essayons de déterminer quel moyen permet de surveiller le plus efficacement possible la couche d'ozone.

Mme Kirsty Duncan: Si je comprends bien, on n'a toujours pas obtenu de réponse à cette question depuis le mois de décembre dernier. C'est exact?

Mme Karen Dodds: Non, comme je l'ai dit tout à l'heure, nos scientifiques spécialistes de l'ozone examinent la question.

Le président: Votre temps de parole est expiré.

Mme Kirsty Duncan: Merci.

Le président: On a demandé de nous remettre les réponses, ce qui serait entièrement volontaire, si vous le souhaitez.

Mme Karen Dodds: Absolument, nous le ferons volontiers.

Le président: Merci.

Nous amorçons maintenant la série de questions de cinq minutes. À vous, madame Leslie.

Mme Megan Leslie: Merci, monsieur le président.

Je vais poser une courte question puis céder la parole à ma collègue, Mme Quach.

Madame Dodds, en réponse à une des questions que j'ai posée plus tôt, vous avez déclaré ne pas avoir reçu de critiques directes au sujet de ce qui se fait au Canada relativement à l'ozone. Je viens de faire une petite recherche parce que je me souviens d'avoir lu des critiques de la communauté internationale à cet égard, et j'ai trouvé un article public signé par Mark Weber de l'Université de Brême, en Allemagne; il estime que la personne chargée de gérer ces données n'est pas suffisamment qualifiée et qu'il lui faudrait une formation scientifique plus solide. J'ai lu également que Christos Zerefos, qui est Grec, et préside un comité international de chercheurs sur l'ozone, a prévenu que le Canada est en train de perdre son leadership à la suite de cette décision. J'ai aussi trouvé une mise en garde de Gord McBean, ancien SMA d'Environnement Canada et président élu du Conseil international pour la science, disant qu'il s'agit d'une mauvaise décision.

Vous maintenez que vous n'avez reçu aucune critique relativement à cette décision?

Mme Karen Dodds: Je n'en ai pas reçue. J'ai reçu des appels des gens de l'Institut Wegener, de l'Organisation météorologique mondiale et de la National Oceanic and Atmospheric Administration aux États-Unis, qui m'ont demandé de faire le point sur la situation et m'ont posé des questions; ils ont été très satisfaits des réponses que nous leur avons données parce qu'ils comprennent que nous poursuivons notre surveillance, nous continuons à faire des recherches et que nous respectons les normes internationales.

Mme Megan Leslie: Mais ces scientifiques qui critiquent publiquement votre décision, avez-vous communiqué avec eux pour essayer de leur transmettre l'information dont ils ont besoin à votre avis?

Mme Karen Dodds: Nous répondons à tous ceux qui nous écrivent. Je ne sais pas si les personnes que vous venez de mentionner ont essayé de vérifier la situation auprès d'Environnement Canada, de moi ou de M. Lin. Nous avons parlé avec les parties prenantes, si bien que tous ceux qui participent à la surveillance mondiale de la couche d'ozone de l'Organisation météorologique internationale sont au courant. J'ignore si les chercheurs scientifiques le sont également, parce qu'il y a littéralement des milliers d'instituts scientifiques dans les universités du monde qui peuvent compter un scientifique faisant des recherches sur l'ozone.

• (1620)

Mme Megan Leslie: Très bien.

Merci beaucoup.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach (Beauharnois—Salaberry, NPD): Je vous remercie d'être parmi nous aujourd'hui.

J'aimerais savoir quelles conséquences pourrait avoir le changement de mandat du Conseil national de recherches Canada sur la surveillance de l'ozone. On sait que ça pourrait occasionner une diminution du nombre de stagiaires qui travaillent au CNRC.

Par ailleurs, environ 12 000 articles par année sont rédigés par des scientifiques. Est-ce que ce changement aura pour effet de réduire le nombre d'articles publiés?

Madame Dodds, vous avez dit plus tôt que ça pourrait causer la fermeture de certaines stations. Quelle est l'ampleur des répercussions? De combien de stations parle-t-on? Combien y aura-t-il de chercheurs en moins?

[Traduction]

Mme Karen Dodds: Permettez-moi de répondre tout d'abord à votre question au sujet du mandat du Conseil national de recherches.

Je ne connais pas tous les détails des travaux du Conseil national de recherches. Que je sache, il ne participe pas à la surveillance de l'ozone. Ce n'est pas un domaine pour lequel le conseil est réputé. Le Conseil national de recherches est une organisation de recherche très importante au Canada, mais ce n'est pas un conseil subventionnaire et il n'accorde pas de bourses doctorales ou postdoctorales à des étudiants à l'extérieur du Conseil national de recherches.

Quant au nombre de publications pouvant servir à mesurer les résultats, la Direction générale des sciences et de la technologie publie environ 700 articles scientifiques par année, chiffre qui, en gros, est demeuré constant au cours des dernières années.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Est-ce que toutes les modifications dont vous avez fait état plus tôt ainsi qu'en 2011 auront pour effet de réduire le nombre de publications scientifiques, d'étudiants stagiaires, de stations et de scientifiques dont le travail porte sur l'ozone?

[Traduction]

Mme Karen Dodds: Je fais avec les ressources dont je dispose. C'est le gouvernement qui octroie le budget du ministère.

Avec la collaboration de mes directeurs généraux, j'ai pour tâche, de veiller à ce qu'Environnement Canada ait les données scientifiques et les recherches dont il a besoin.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Je veux savoir quelles seront les répercussions et ce qui va faire l'objet de compressions dans le domaine de la recherche sur l'ozone.

[Traduction]

Mme Karen Dodds: Nous ne prévoyons pas de réductions budgétaires dans l'avenir.

Le budget de cette année a eu une incidence sur le ministère, comme c'est le cas de tous les autres ministères. Nous nous sommes efforcés de maintenir toutes les capacités scientifiques et de surveillances nécessaires, et nous continuons à chercher des moyens de réaliser des économies.

[Français]

Mme Anne Minh-Thu Quach: Êtes-vous en train de dire que les scientifiques, les chercheurs et les étudiants ne feront pas l'objet de compressions?

[Traduction]

Mme Karen Dodds: Nous ne prévoyons pas d'autre...

Une voix: [Note de la rédaction: inaudible]

Mme Anne Minh-Thu Quach: « Vous dites pas d'autre », mais il y en a eu...

Le président: Votre temps de parole est écoulé. Merci.

Monsieur Woodworth, vous avez cinq minutes.

M. Stephen Woodworth (Kitchener-Centre, PCC): Merci.

Je ne sais pas par où commencer, mais peut-être vais-je commencer par ce qui était presque une embuscade qui vous a été tendue voilà quelques minutes.

Certains on dit que le responsable de la surveillance des données dans votre ministère n'était pas qualifié; ce sont les propos d'une personne dont on ignore tout.

Premièrement, avez-vous vérifié si cette personne est bien qualifiée? Je ne vais pas mentionner de nom, car je trouve déjà assez navrant qu'on doive parler de ces choses. Vous êtes-vous assuré que cette personne est qualifiée?

Mme Karen Dodds: Oui. L'Organisation météorologique mondiale, dont mon collègue David Grimes est le président en ce moment, fixe des normes internationales, comme elle le fait depuis des années. Nous nous sommes assurés de respecter ces normes.

Tous les scientifiques qui travaillent dans le service de Charles, ou du moins la grande majorité d'entre eux, savent combien il est difficile de respecter ces normes, parce qu'elles comportent une certification ISO.

• (1625)

M. Stephen Woodworth: Très bien, merci, cela me suffit.

Je veux aussi vous présenter des excuses pour certaines des questions que vous ont posées mes collègues plus tôt. Elles étaient manifestement déformées pour vous amener à utiliser une expression précise sans donner d'explication.

J'aimerais revenir à ce qu'on a dit au sujet de la division ARQX et à la question de savoir si elle fait toujours partie de la direction de la qualité de l'air. Je crois que c'était M. Lin qui a répondu à la question.

Je crois qu'on vous a obligé de répondre, sans autre explication, qu'ARQX n'existe pas. Toutefois, vous semblez aussi avoir dit que le ministère exerce encore toutes les fonctions qui auparavant étaient remplies par ARQX.

Vous ai-je bien compris?

M. Charles Lin: Oui. Quand il était question des changements apportés à la division ARQX, je n'ai pas mentionné que le directeur avait démissionné, disons pour aller vers des pâturages plus verdoyants pour des raisons personnelles et qu'un chercheur principal était également parti.

Donc, ce n'est pas comme si nous avions comprimé nos effectifs et licencié des gens par suite de compressions budgétaires.

M. Stephen Woodworth: Les fonctions sont encore exercées?

M. Charles Lin: Oui. Environnement Canada exerce toujours une surveillance de l'ozone au centre des données et a encore la capacité de faire des recherches scientifiques sur l'ozone.

M. Stephen Woodworth: Très bien. Pour être franc avec vous, se préoccuper que ces fonctions soient remplies par un groupe ou un autre ne serait rien d'autre qu'une attitude imbue d'esprit de parti.

Mme Leslie a utilisé une expression intéressante dans ses questions: « les gens du milieu scientifique sur le terrain ». Je suis tombé sur un article publié dans le numéro du 12 septembre 2011 de la revue scientifique britannique *Nature* et qui se fondait sur de l'information officieuse provenant sans doute de « gens du milieu scientifique sur le terrain ». On y trouvait beaucoup de déclarations et de propos alarmistes faits par des politiciens qui critiquaient le Canada — j'ose dire qu'aucun n'était du côté du gouvernement — mais on y a trouvé certaines affirmations. J'aimerais vous les lire pour voir si elles se sont avérées vraies.

L'article signé par Quirin Schiermeier dit qu'on a appris qu'Environnement Canada a décidé de réduire radicalement son programme de recherche et de surveillance de l'ozone.

Est-ce que cela s'est produit?

Mme Karen Dodds: Non.

M. Stephen Woodworth: On dit également que le réseau de surveillance de l'ozone serait aboli peut-être dès le prochain hiver. Et ce serait donc l'hiver dernier.

Est-ce que c'est arrivé?

Mme Karen Dodds: Non.

M. Stephen Woodworth: On dit également dans l'article qu'il n'y aurait plus de mesure de l'ozone *in situ*.

Est-ce bien ce qui s'est produit?

Mme Karen Dodds: Non.

M. Stephen Woodworth: On y affirme également: Que le groupe de recherche sur l'ozone et le rayonnement d'Environnement Canada sera également considérablement réduit à la suite des réductions d'effectifs motivées par l'austérité budgétaire.

Est-ce que c'est arrivé?

Mme Karen Dodds: Non.

M. Stephen Woodworth: Je ne suis vraiment pas ébloui par ces rapports émanant de gens du milieu scientifique sur le terrain.

On dit également dans l'article qu'Environnement Canada ne sera plus l'hôte, à Toronto, du Centre mondial de données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet et l'ozone.

Si j'ai bien compris, cette fonction a été confiée au Service météorologique du Canada. Est-ce exact?

Mme Karen Dodds: Oui, et ce service fait également partie d'Environnement Canada.

M. Stephen Woodworth: Une autre prévision qui s'est avérée fausse.

Merci de ces éclaircissements. Je crois que les propos de gens mal informés sont beaucoup trop alarmistes.

Permettez-moi de vous demander...

Le président: Malheureusement, votre temps de parole est écoulé.

M. Stephen Woodworth: Très bien. Merci.

Le président: Je remercie les témoins, Mme Dodds et M. Lin, d'avoir été de nouveau des nôtres et je les remercie de leur excellent travail.

Chers collègues, nous allons suspendre nos travaux un instant pour passer à huis clos.

[*La séance se poursuit à huis clos.*]

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>